



La Commune



Le pré carré menacé

Togo

Le 5 février dernier, le doyen des dictateurs africains, Gnassingbé Eyadema, mourait d'une crise cardiaque que l'état sanitaire du Togo ne permettait pas de soigner efficacement. Ironie de l'histoire, celui qui pillait sans vergogne les ressources de l'État depuis 1967 est mort de l'incurie générale dont il portait la principale responsabilité. En janvier 1963, il avait assassiné le premier Président du pays, Sylvanus Olympio, et évincé quatre ans plus tard ses confrères putschistes. Chirac a perdu un ami, il l'a dit et redit. Son ami avait transformé les ressources de l'État en un tiroir caisse personnel.

Gnassingbé ne refusait jamais de piocher dans le coffre pour les campagnes électorales de la majorité présidentielle en France. Et, sur le plan local, Eyadema a favorisé, dans la plus pure tradition du tribalisme et du népotisme, les membres de son ethnie, les Kabiyes, et leurs cousins du Nord Togo, qui se partagent le contrôle du secteur public. En particulier, la garde prétorienne, le coeur même de l'armée, est entièrement composée de membres de l'ethnie présidentielle.

Généraux aux abois

La mort du dictateur a terrifié l'armée, qui a entrevu les implications d'un mouvement de masse. Les généraux ont donc court-circuité les institutions qui prévoyaient, sur le modèle français, un intérim du président du Sénat. Ils ont directement intronisé Faure Gnassingbé, un des fils d'Eyadema, qui le considérait comme le plus politique de sa centaine de fils, Président jusqu'en 2007. Même des organisations aussi molles que l'Union Africaine ou la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont protesté, et les Togolais ont manifesté et étalé leur mécontentement à la face du monde.

Fraude électorale éhontée

Le principe d'une élection présidentielle avait été adopté par un Parlement aux ordres, mais les lois de l'époque d'Eyadema interdisaient les candidatures des exilés comme Gilchris Olympio, fils de la victime d'Eyadema. Les partis d'opposition ont présenté un candidat unique, Bob Akitani, âgé de 74 ans et en mauvaise santé. Les résultats du scrutin du dimanche 24 avril n'ont livré aucune surprise : Gnassingbé a été élu avec un nombre impressionnant de bulletins fantômes. Des cameramen ont filmé la police faisant irruption dans des bureaux de vote et emportant l'urne avec eux vers une destination inconnue. Cette scène s'est reproduite dans les quartiers populaires de Lomé ou encore en province. Si les organisations togolaises des Droits de l'Homme ont dénoncé la fraude massive, les membres de la CEDEAO ont homologué sans ciller ce résultat grossier. L'Élysée a, pour sa part, fait savoir que les observateurs français lui avaient confirmé la régularité du scrutin. Il s'en est suivi un épisode significatif : le président de l'Assemblée nationale, en rupture de ban avec le Régime, est menacé de mort et s'est réfugié à l'ambassade d'Allemagne, un État qui condamne catégoriquement la méthode Eyadema.

La France complice de la dictature

Il y a eu des frictions entre Paris et Berlin ; la France est accusée, non sans raison, par l'Allemagne, de complaisance avec le Régime. Une concurrence sévère règne entre le plus ancien colonisateur et le plus récent. Le pré carré de la France, sa chasse gardée africaine, est en péril. En 1914, c'était inquiétant ; aujourd'hui, c'est une situation quasi-caricaturale. À des années-lumière de ces coups de pied en coulisse, les masses se sont soulevées à Lomé, à Blitta, à Atakpamé, à Anecho. La gendarmerie et les militaires ont abattu, selon certaines sources, plus de 800 personnes. Les bérets rouges, " unités d'élite " de l'armée, ont procédé à des rafles et des enlèvements dans les maisons d'opposants connus, ou d'assesseurs de l'opposition dans les bureaux de vote. Comme dit un jeune réfugié dans le Bénin voisin : " *Akitani avait 90 % des voix et ils ont osé proclamer l'autre vainqueur ; on est sortis dans les rues pour proclamer les vrais résultats, creuser des tranchées et casser.* " La France est au banc d'accusation et les manifestations anti-françaises ont rappelé celles de Côte d'Ivoire en novembre dernier. Droit du peuple togolais à des élections transparentes ! Dehors la famille de tyrans, " monarques héréditaires " !

Modifié le lundi 20 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Togo

Le pré carré menacé

Le 5 février dernier, le doyen des dictateurs africains, Gnassingbé Eyadema, mourait d'une crise cardiaque que l'état sanitaire du Togo ne permettait pas de soigner efficacement. Ironie de... [»](#)
